Toutes les propositions de ‘Oz ta droite’

29/05/2016 à 13h15

Les propositions qui ont été adoptées à mains levées en conclusion du Rendez-vous de Béziers organisés par Robert Ménard.

Parce que la France a besoin d’identité et d’autorité.
Parce que la politique n’est pas un métier ni la France une entreprise.
Parce qu’il vaut mieux ouvrir les portes par le mérite que les fermer par l’argent.
Parce qu’à force de naturaliser en masse, on dénature en bloc
Parce que mieux vaut le risque dans la liberté que la certitude dans l’assistanat.
Parce que mieux vaut une préférence nationale que l’appauvrissement général.
Parce que l’insécurité est une guerre et l’ordre une libération.
Parce que mieux vaut faire des enfants que les importer.

Oz ta droite !

Oz ta droite, ce n’est pas un programme, c’est une frontière. Celle que la gauche interdit de franchir. Celle qu’une partie de la droite ne passe qu’en contrebande, le temps d’une élection. Une frontière qui délimite le monde dans lequel nous vivons de celui dans lequel nous pourrions vivre.
Un monde où les mots auraient un sens, où les actes ne seraient pas feints, où le débat ne serait pas le monologue des miroirs. Un monde où le réel serait enfin affronté et pas dénié ou détourné.
Un monde où la personne prendrait le pas sur l’individu, le

peuple sur le marché, le politique sur le juridique.
Pour rejoindre ce monde, il suffit de passer la frontière.

Passe la frontière ! Oz ta droite !

De l’air

- Moratoire de cinq ans sur les impôts ainsi que les réformes des collectivités territoriales.
- Fin du statut de fonctionnaire, sans rétroactivité, pour les agents des ministères non régaliens et les collectivités territoriales.
- Abolition des lois attentatoires à la libre d’expression.
- Principe de supériorité du politique sur le juridique : limitation du contrôle de constitutionnalité.
- Simplification radicale des normes et obligations administratives pour les agriculteurs, artisans, commerçants, professions libérales, PME, sous un seuil de chiffre d’affaires déterminé.
- Mise en place du « chèque scolaire » pour donner aux familles le libre choix de l’école.
- Moratoire sur l’ouverture de grandes surfaces.
- Supprimer le principe de précaution et instaurer une liberté d’expérimentation.
- Exiger la préférence agriculturelle française.

De l’effort

- Suppression des 35 heures.
- Retraite à 65 ans.
- Moratoire sur les dépenses budgétaires hors Famille et Défense jusqu’au retour de l’équilibre budgétaire et afin de réduire la dépendance envers les banques.
- Priorité aux économies dans le domaine de l’Etat providence.

De l’ordre

- Dénoncer l’adhésion de la France aux articles de la Convention européenne des droits de l’homme qui privent la police et la justice françaises des moyens de mener à bien leurs missions.
- Déchéance de nationalité pour les terroristes et les apologistes du terrorisme.
- Installation d’un poste de gendarmerie permanent, couplé à des moyens juridiques spécifiques et conséquents dans une première série de 100 zones de « non-France » jusqu’à complet rétablissement de la présence républicaine et française.
- Abaissement de la majorité pénale à 15 ans.
- Expulsion systématique des condamnés étrangers à l’issue de leur peine de prison et conclusion d’accords bilatéraux pour que ces étrangers purgent leur peine de prison dans leur pays.
- Création d’une Garde nationale composée de volontaires sélectionnés, âgés de 25 à 50 ans, sans double nationalité, et constituée sur une base départementale, pour un effectif total de 100 000 hommes et femmes.
- Nouvelle réglementation sur la légitime défense pour les forces de l’ordre.
- Supprimer la règle qui permet à tous les condamnés à moins de deux ans de prison d’échapper à la prison.

De l’indépendance

- Sortir la France de l’organisation militaire intégrée de l’OTAN afin de retrouver notre souveraineté stratégique.
- Rétablissement de la supériorité des lois françaises sur la réglementation européenne et les traités internationaux par une réforme de la Constitution adoptée par référendum.
- Maintien du parc nucléaire français.
- Augmentation de la part du PIB consacré aux armées et à

la défense pour atteindre 3%.
- Engagement à refuser le traité transatlantique.
- Suspension de l’espace Schengen.
- Favoriser des voies alternatives à l’Ecole Nationale de la Magistrature pour déformater les futurs magistrats.

Du mérite

- Liberté donnée aux universités de sélectionner à l’entrée leurs étudiants, quel que soit le cycle.
- Élargissement des bourses scolaires au mérite.

Du sens

- Abrogation de la loi Taubira sur le mariage homosexuel sans rétroactivité.
- Remplacement du PACS par un contrat d’association ouvert à tous ceux qui vivent sous le même toit.
- Interdiction de la GPA.
- Recentrer les programmes des petites écoles sur l’apprentissage des bases : lire, écrire, compter, connaître l’histoire et la géographie de la France, de l’Europe et du monde dans cet ordre.
- Élargissement du ministère de la Culture à la promotion et à la protection des patrimoines naturels.
- Supression du collège unique et de la réforme du collège.

De la justice

- Instauration de la priorité aux Français pour les logements sociaux et l’emploi.
- Soumission du versement de toute allocation familiale, logement, solidarité, insertion et handicap à cinq années de travail légal en France pour tout étranger non-communautaire, hors statut de réfugié politique.
- Introduction d’une dose significative de proportionnelle

pour les élections législatives afin que chaque parti représentant 5 % du corps électoral dispose d'un groupe à l'Assemblée nationale.
- Fin sur cinq ans du financement public des centrales syndicales et du paritarisme social.
- Abolition des privilèges : supression de l'abattement fiscal des journalistes.

De l'avenir

- Création d'une prime de naissance pour le troisième enfant des familles françaises équivalente à une année de salaire minimum.
- Suppression du droit au regroupement familial pour les étrangers non-communautaires.
- Réforme du code de la nationalité : rétablissement du droit du sang et limitation des naturalisations aux cas d'assimilation.
- Suppression de la mise sous condition de ressource des allocations familiales.
- Instauration d'une retraite à points qui encourage l'investissement dans les enfants en attribuant des points de retraire pour chaque enfant élevé.

De la république

- Autorisation du voile islamique au seul espace privé.
- Moratoire sur les constructions et agrandissements de mosquées.
- Supression de la double nationalité hors Europe.

Du pluralisme

- Suppression de toutes les aides publiques, directes ou indirectes, à la presse.
- Réforme du CSA pour que ses membres soient désignés en proportion des différentes familles politiques sur la

base des résultats du premier tour des élections présidentielles.